

Construire l'alliance

Les modalités de mise en œuvre de l'engagement de la France dans l'Europe médiane de l'entre-deux-guerres (1917-1939)

___ [English below] ___

Organisation : Matthieu Boisdrón

Doctorant Sorbonne Université Sirice / Chargé d'enseignement Université de Nantes

Gwendal Piégais

Doctorant Université de Bretagne occidentale, Brest

Dates : 9-12 octobre 2019

Lieu : [CEREFREA / Villa Noël](#) – Bucarest, Roumanie

Appel à communications

Alors que le sort des armes reste incertain sur les champs de bataille de la Grande Guerre, de nombreux décideurs politiques et militaires français nourrissent déjà des projets ambitieux pour la France de l'après-guerre, notamment à l'Est. Que cela soit dans le cadre de l'alliance franco-russe, de son soutien au royaume serbe ou de l'oreille attentive prêtée aux revendications indépendantistes au sein de la Double-Monarchie, la France entend projeter son influence diplomatique, militaire et économique en Europe médiane, et en récolter les fruits à l'heure de la victoire. Ces ambitions se concrétisent tout d'abord par des missions politiques et militaires. On peut penser en premier lieu à celle d'Albert Thomas auprès du Gouvernement provisoire russe, puis par la suite à la mission Berthelot en Roumanie, aux missions militaires françaises en Pologne ou auprès de la jeune armée tchécoslovaque. Les premiers ponts entre la France et les nouveaux États de l'Europe médiane sont donc jetés très tôt.

Parallèlement à ces réflexions, dès le 14 août 1920, la Tchécoslovaquie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (SHS) et la Roumanie se promettent une assistance armée en cas d'agression de la Hongrie. Les deux tentatives de restauration manquées de l'ex-empereur Charles à Budapest en mars et octobre 1921 incitent bientôt les trois pays à renforcer leurs liens. Plusieurs accords bilatéraux sont ainsi conclus : entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie le 23 avril 1921, entre la Roumanie et le Royaume SHS le 7 juin 1921, enfin entre la Tchécoslovaquie et le Royaume SHS le 31 août 1922. Mais cette dynamique d'entraide est à relativiser car l'alliance est ouvertement et exclusivement tournée contre le révisionnisme hongrois et, dans une moindre mesure, bulgare. Par conséquent, le Royaume SHS n'est pas protégé contre les revendications italiennes et la Roumanie ne peut compter sur aucune aide face à l'Union soviétique qui revendique toujours activement la Bessarabie. Enfin, la Petite Entente est affaiblie par l'absence de Varsovie qui entretient de bonnes relations avec Budapest et un lourd contentieux avec Prague sur la question du territoire disputé de Teschen (Cieszyn). Toutes bénéficiaires du *statu quo post bellum*, mais entretenant entre elles des divergences parfois sévères, ces nouvelles puissances régionales avaient intérêt à s'associer à la puissance militaire continentale majeure qu'était la France afin d'empêcher les puissances révisionnistes de remettre en cause le règlement de la paix.

Après la révolution bolchevique de 1917, la France ne peut plus compter sur l'allié russe des premières heures de la Grande Guerre. Elle cherche donc à constituer dans l'Est européen une alliance de revers efficace afin de garantir sa sécurité en cas de relèvement de l'Allemagne. Après quelques hésitations, notamment quant à la politique à suivre vis-à-vis de la Hongrie en particulier et de la zone danubienne en général, elle accompagne le mouvement initié par la Petite Entente et contribue ainsi à l'élaboration de liens diplomatiques, économiques et militaires solides avec les puissances neuves ou refondées qui ont émergé dans le sillage des traités de paix. Déjà liée à la Pologne depuis le 19 février 1921, la France s'allie à la Tchécoslovaquie le 25 janvier 1924. Par les accords de Locarno du 16 octobre 1925, l'Allemagne reconnaît ses seules frontières occidentales. En revanche, concernant ses frontières orientales, elle accepte seulement de signer un traité d'arbitrage avec la Pologne et la Tchécoslovaquie. Cette situation pousse la France à s'engager davantage. Une alliance militaire entre Paris et Prague est ainsi signée le 16 octobre 1925, le jour même de la signature des accords de Locarno. Le 10 juin 1926, la France paraphe un protocole similaire avec la Roumanie avant de faire de même avec le Royaume SHS le 11 novembre 1927.

Néanmoins, les alliances conclues entre la France, les États de la Petite Entente et la Pologne sont de portée très générale et s'avèrent concrètement peu efficaces. Dans ce contexte marqué par une indéniable frilosité à graver dans le marbre des engagements tangibles, comment les responsables de ces pays ont-ils cherché à mettre en musique ces accords diplomatiques ? Si cette thématique a déjà fait l'objet, dès la période considérée, d'une vaste littérature, la question a essentiellement été examinée au niveau des relations bilatérales à haut niveau (chefs de gouvernements, chancelleries diplomatiques...) entre les pays d'Europe de l'Ouest et l'un ou l'autre acteur régional de l'Europe médiane. La transition politique de la fin des années 1980 puis la perspective de l'élargissement de l'Union européenne au début des années 2000 ont fortement contribué à un renouvellement de ces questions au tournant des années 1990/2000. Depuis lors, l'intérêt porté à ce moment de l'histoire européenne a quelque peu fléchi. Les commémorations annoncées autour de la fin de la Grande Guerre offrent l'occasion de réinvestir ce champ d'étude et cela d'autant plus qu'une nouvelle génération de chercheurs européens, polyglotte, a devant elle le chantier de la mise en dialogue des corpus archivistiques nationaux et de l'analyse de la prise de décision aux échelons intermédiaires de la hiérarchie.

L'objectif de ce colloque est ainsi d'éclairer les initiatives pratiques conjointes entre la France et l'ensemble des pays alliés de l'Europe médiane au cours de l'entre-deux-guerres pour construire de façon concrète l'alliance entre les partenaires. Car ce sont bien leur conjugaison qui forment système. Les propositions de communications devront donc mettre l'accent sur :

- Les logiques croisées, voire transnationales, à l'œuvre dans la constitution de ce système d'alliance ;
- Les aspects militaires de ce système d'alliance : les manœuvres conjointes des armées et l'élaboration de schémas tactiques communs, la formation des officiers via les écoles militaires, les échanges de personnels, les interactions entre états-majors, les circulations doctrinales d'emploi des forces et leur réception, la diffusion des publications militaires, la place des langues nationales et de la langue française comme vecteurs de communication ;
- Les aspects politico-diplomatiques de ce système d'alliance : l'élaboration de plans stratégiques

communs, les échanges et la nature des relations entre services de renseignements, la coopération policière pour les affaires communes ;

- Les aspects industriels et financiers de ce système d'alliance : les cessions ou prêts de matériels militaires, les modalités de leur financement, la constitution d'entreprises communes ou la prise de participations, la compatibilité des matériels et l'articulation de leur utilisation entre pays acquéreurs ;
- Les aspects techniques de ce système d'alliance : le développement de l'expertise dans la prise de décision, la reconfiguration réglementaire, normative et institutionnelle des jeunes États de l'après 1920, le dialogue et les échanges entre administrations ;
- Le rôle des acteurs et des réseaux animateurs de ce système d'alliance : diplomates, militaires, hauts fonctionnaires, industriels et financiers, experts et intellectuels, partis politiques... ;
- La « culture d'alliance » que les pays de l'Europe médiane et la France réciproquement cherchent à construire dans leurs opinions publiques ;
- Les mémoires de l'alliance entretenues pendant la Guerre froide et dans le cadre de la construction du projet politique européen.

On insistera sur la collaboration de la France avec les puissances membres de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes) – et de ces puissances entre elles –, mais les communications sur les liens avec les autres puissances alliées ou partenaires de la région (Pologne, États baltes et Finlande, Grèce, Turquie), voire avec les puissances révisionnistes (Russie soviétique, Hongrie, Bulgarie) sont évidemment les bienvenues.

Les propositions de communication, d'une page maximum, devront être envoyées, accompagnées d'un CV académique d'une page également en format PDF, pour le 2 novembre 2018 à : construirelalliance@gmail.com. Les contributions se feront essentiellement en français mais les propositions en anglais seront également favorablement accueillies. Toutes les informations pratiques sont disponibles sur le site internet du colloque : <https://construirelalliance.wordpress.com>.

Bibliographie indicative

- *Bâtir une nouvelle sécurité. La coopération militaire entre la France et les états d'Europe centrale et orientale de 1919 à 1929. Actes du colloque de décembre 1999*, Centre d'études d'histoire de la défense, Service historique de l'armée de terre, 2001.
- Louis Clerc, *La Finlande et l'Europe du Nord dans la diplomatie française. Relations bilatérales et intérêt national dans les considérations finlandaises et nordiques des diplomates et militaires français*, 1917-1940, Berne, PIE-Peter Lang, 2011.
- Isabelle Davion, *Mon voisin, cet ennemi. La politique de sécurité française face aux relations polono-tchécoslovaques entre 1919 et 1939*, Berne, Peter Lang, 2009.
- Frédéric Dessberg, *Le Triangle impossible. Les relations franco-soviétiques et le facteur polonais dans les questions de sécurité en Europe (1924-1935)*, Berne, Peter Lang, 2009.

- Frédéric Dessberg, *Sécurité européenne : frontières, glacis et zones d'influence. De l'Europe des alliances à l'Europe des blocs (fin XIX^e siècle-milieu XX^e siècle)*, Presses universitaires de Rennes, 2007.
- Frédéric Dessberg, Antoine Marès, Isabelle Davion (dir.), *Militaires et diplomates français face à l'Europe médiane*, Eur'Orbem Éditions, Collection Histoire(s), Paris, 2017.
- François Grumel-Jacquignon, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres. Aux origines du mythe serbe en France*, Berne, PIE-Peter Lang, 1999.
- Christine Manigand, *Les Français au service de la Société des Nations*, Berne, PIE-Peter Lang, 2003.
- Traian Sandu, *Le système de sécurité français en Europe centre-orientale : l'exemple roumain, 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Traian Sandu, *La grande Roumanie alliée de la France. Une péripétie diplomatique des Années folles, 1919-1933*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- Traian Sandu, *Illusions de puissance, puissance de l'illusion. Historiographies et histoire de l'Europe centrale dans les relations internationales de l'entre-deux-guerres*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- Piotr Stefan Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances, 1926-1936. French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarisation of the Rhineland*, Princeton University Press, 1988.
- Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement (9 décembre 1930-7 avril 1934)*, Publications de la Sorbonne, Pédone, 1981.

Comité scientifique

- Balázs Ablonczy, Université Eötvös Loránd (ELTE) de Budapest
- Krisztián Bene, Université de Pécs
- Louis Clerc, Université de Turku
- Olivier Dard, Sorbonne Université
- Isabelle Davion, Sorbonne Université
- Frédéric Dessberg, Université Panthéon Sorbonne, Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan
- Olivier Forcade, Sorbonne Université
- Jean-Noël Grandhomme, Université de Lorraine
- Frédéric Guelton, Service historique de la Défense (SHD)
- Catherine Horel, Université Panthéon-Sorbonne
- Alexandra Iancu, Université de Bucarest
- Marek Kornat, Académie polonaise des Sciences
- Roman Krakovsky, Écoles des hautes études en sciences sociales (EHESS)

- Christine Manigand, Université Sorbonne Nouvelle
- Silvia Marton, Université de Bucarest
- Vojislav Pavlovic, Institut d'études balkaniques de Belgrade
- Traian Sandu, Université Sorbonne Nouvelle
- Andrei Sora, Université de Bucarest

Comité d'honneur

- Élisabeth Du Réau, Université Sorbonne Nouvelle Paris III
- Istvan Majoros, Université ELTE de Budapest
- Antoine Marès, Université Paris I Panthéon-Sorbonne
- Tomasz Schramm, Université de Poznan
- Maurice Vaïsse, Sciences Po Paris

Modalités de transport, d'hébergement et de restauration des participants

Les frais de transport seront pris en charge selon une limite forfaitaire qui reste à ce jour à définir ; le solde pouvant être couvert par le laboratoire ou l'université de rattachement.

L'hébergement sera assuré ainsi qu'une partie de la restauration (les déjeuners ainsi qu'un dîner).

Partenaires



To build the alliance

The implementation of France's commitment in Central and Eastern Europe in the interwar period, 1917-1939

While the fate of war remains uncertain on the battlefields of the Great War, many French political and military decision-makers already have ambitious plans for post-war France, particularly in the East. Whether in the framework of the Franco-Russian alliance, its support for the Serbian kingdom or the attentive ear to independence demands within the Double-Monarchy, France intends to project its diplomatic, military and economic influence in Central and Eastern Europe, and reap the rewards in the event of victory. These ambitions are fulfilled first and foremost by political and military missions. One thinks of Albert Thomas's mission with the Russian Provisional Government, then with the Berthelot mission in Romania, with the French military missions in Poland or with the young Czechoslovak army. The first bridges between France and the new states of central Europe are thus built very early.

Parallel to these reflections, as early as August 14th 1920, Czechoslovakia, the Kingdom of Serbs, Croats, and Slovenes (SHS) and Romania promised each other armed assistance in case of aggression from Hungary. The two failed attempts to restore the former Emperor Charles in Budapest in March and October 1921 prompted the three countries to strengthen their ties. Several bilateral agreements are thus concluded: between Romania and Czechoslovakia on April 23rd 1921, between Romania and the SHS Kingdom on June 7th, 1921, finally between Czechoslovakia and the SHS Kingdom on August 31st, 1922. Nonetheless, this dynamic of mutual aid is relative, because the alliance is openly and exclusively against Hungarian and, to a lesser extent, Bulgarian revisionism. Therefore, the SHS Kingdom is not protected against Italian claims and Romania cannot count on any help against the Soviet Union, which still actively claims Bessarabia. Finally, the Little Entente is weakened by the absence of Warsaw, who maintains good relations with Budapest and a heavy dispute with Prague over the territory of Teschen (Cieszyn). These states are all beneficiaries of the status quo post bellum. However, due to their severe differences, these new regional powers had an interest in associating themselves with the major continental military power that was France in order to prevent the revisionist powers from questioning the regulation of the peace.

After the Bolshevik Revolution of 1917, France can no longer count on the Russian ally of the first hours of the Great War. It is therefore seeking to establish an effective alliance in Eastern Europe in order to guarantee its security in the event of a German recovery. After some hesitation, especially concerning the policy to be followed with regard to Hungary in particular and the Danubian zone in general, it accompanies the movement initiated by the Little Entente and thus contributes to the development of diplomatic, economic, and strong military ties with the new powers that emerged in the wake of the peace treaties. Already linked to Poland since February 19, 1921, France joined forces with Czechoslovakia on January 25, 1924. By the Locarno Accords of October 16th 1925, Germany recognizes its western borders. On the other hand, with regard to its eastern borders, it only agrees to sign an arbitration treaty with Poland and Czechoslovakia. This situation prompts France to become more involved. A military alliance between Paris

and Prague was signed on October 16th 1925, the very day of the signing of the Locarno Treaties. On June 10th, 1926 France initiated a similar protocol with Romania before doing the same with the SHS Kingdom on November 11th 1927.

Nevertheless, the alliances concluded between France, the States of Little Entente, and Poland are of very general scope and concretely inefficient. In this context marked by an undeniable reluctance to write tangible commitments in stone, how did the leaders of these countries seek to implement these diplomatic agreements? Though this theme has already been the subject of a vast literature during the past decades, the issue has been examined mainly in terms of bilateral relations between Western European countries and one or the other regional player, or in terms of the diplomatic dilemmas that powers like France or Great Britain could be facing. The political transition of the late 1980s and the prospect of enlargement of the European Union in the early 2000s strongly contributed to a renewal of these issues in the early 1990s. Since then, interest in this moment in European history has declined somewhat. The commemorations announced around the centenary of the end of the Great War offer the opportunity to reinvest this field of study, especially as a new generation of European researchers, multilingual has to explore and confront many kinds of national archives corpus and to analyse decision-making at the intermediate levels of the State hierarchy.

The aim of this conference is to shed light on joint initiatives between France and all the partner countries of Central Europe during the inter-war period, as it is their combination that forms a system of alliances. Proposals for papers should therefore focus on:

- The crossed or transnational logics at work in the constitution of this system of alliances;
- The military aspects of this system of alliances: armies' joint maneuvers and the elaboration of common tactical schemes; officer training via military schools; personnel exchanges; interactions between staffs; doctrinal circulation and reception; circulation of military publications; the role of national languages and the French language as vectors of communication;
- The political and diplomatic aspects of this alliance system: the development of joint strategic plans, the exchange of information and intelligence;
- The industrial and financial aspects of this alliance system: the sale or loan of equipment, the terms of their financing, the formation of joint ventures or the acquisition of participations;
- The technical aspects of this alliance system: the development of expertise in decision-making, the regulatory, normative and institutional reconfiguration of young states after the 1920s;
- The role of actors and networks as animators of this system of alliance: diplomats, military, industrial and financial, experts and intellectuals, political parties ...;
- The "alliance culture" that countries of central Europe and France reciprocally seek to build in their public opinions;
- The memories of the alliance maintained during the Cold War and as part of the construction of the European political project.

France's collaboration with the member states of the Little Entente (Czechoslovakia, Romania, Kingdom of the Serbs, Croats, and Slovenes) — and of these powers amongst themselves — will be

emphasized, but communications on the ties with the other Allied Powers or partners from the region (Poland, the Baltic States and Finland, Greece, Turkey), and even with the revisionist powers (Soviet Russia, Hungary, Bulgaria) are welcome.

Proposals, one page long, are to be sent with a one-page academic CV in PDF format, before 2 November 2018, to construirelalliance@gmail.com. Languages of the contributions: French and English. All practical information is available on the conference website: <https://construirelalliance.wordpress.com>

Conference organization will cover transport costs up to a fixed limit to be determined; the remaining balance can be covered by the participant's home laboratory or university.

Accommodation will be provided as well as part of the catering (lunches and dinner).

Document mis à jour le : 24 avril 2018.